

DÉCLARATION DU MINISTRE RCA

Merci Madame la Présidente,

Excellences Mesdames et Messieurs les chefs d'Etats et de Gouvernements

Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres;

Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs;

Madame la Directrice Générale ;

Mesdames et Messieurs les Délégués, Distingués Invités.

C'est avec un réel plaisir que je prends la parole devant cette auguste assemblée, au nom de son Excellence Le Professeur Faustin Archange Touadera, Le Président de la République Centrafricaine, à l'occasion du Débat de Haut Niveau de cette 115^e Session du Conseil de l'Organisation Internationale pour la Migration.

Je tiens avant tous propos à exprimer les gratitudes du Gouvernement Centrafricain à l'OIM pour son engagement en faveur des solutions durables aux défis migratoires, auxquels le monde en général et la RCA en particulier sont confrontés

Le thème du débat à savoir : "Voies de migration régulières : appel mondial à l'action", revêt une importance capitale dans le contexte migratoire mondial actuel, d'autant que selon le Rapport sur l'état de la migration dans le monde 2024, publié par l'OIM, le nombre de migrants internationaux a atteint 281 millions, soit environ 3,6 % de la population mondiale.

Cette mobilité humaine est la résultante de plusieurs facteurs, notamment les conflits armés, les violences, les impacts du dérèglement climatique, les inégalités économiques etc.

Le rapport sus évoqué souligne également que le nombre de personnes déplacées a atteint un niveau record de 117 millions fin 2022, d'où l'urgence de remédier aux crises liées aux déplacements.

La République Centrafricaine connaît une histoire migratoire complexe.

En effet, pendant de nombreuses années, les conflits armés ont provoqué des déplacements internes et conduit une partie de la population à trouver refuge dans les États voisins.

Avec le rétablissement progressif de la paix, la situation se stabilise grâce au retour de ces compatriotes au sein de leur communauté.

Parallèlement, en tant que terre traditionnellement d'accueil, la République centrafricaine ne fait pas la politique de refoulement des peuples, mais est confrontée à plusieurs phénomènes migratoires spécifiques, notamment les mouvements des transhumants, qui empruntent des voies non régulières.

Bien que ces derniers ne soient pas des migrants au sens strict, leur présence, souvent assimilée à celle des groupes armés, suscite des réactions négatives au sein des communautés autochtones.

Malgré l'installation de postes-frontières en partenariat avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies

pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA), beaucoup de migrants utilisent encore les routes de transhumance, rendant difficile le suivi et la collecte de données par les institutions habilitées.

Mon pays accueille par ailleurs, environ 645 000 réfugiés du fait des conflits dans les pays frontaliers. Ces personnes, vulnérables et souvent non identifiées formellement, sont exposées à des risques graves, notamment les trafics humains et les violences basées sur le genre.

À cette situation s'ajoute un autre défi majeur à savoir: les déplacements internes dus aux effets dévastateurs du dérèglement climatique notamment, par le fait de débordements récurrents du fleuve Oubangui-Chari, lesquels détruisent habitations et villages le long des rives, forçant ainsi de milliers de personnes à quitter leur foyer. Ces catastrophes naturelles aggravent la situation humanitaire dans un pays déjà fragilisé par des années de conflits armés.

Face à ces défis, des solutions concrètes émergent heureusement grâce à la coopération et la solidarité internationale.

Ainsi pour la première fois, un projet de construction de logements sociaux destinés à accueillir les déplacés internes et les migrants soudanais va être réalisé, grâce au financement de la Banque Africaine de Développement sous la coordination exécutive de l'OIM.

Il faut toutefois signaler que malgré le déblocage des fonds initiaux pour ce projet, les ressources restent insuffisantes pour garantir une prise en charge holistique de ces populations

vulnérables. Je veux parler d'infrastructures communautaires de base, comme la construction d'une école, d'un centre santé communautaire, d'un marché, d'un poste de police.

J'en appelle donc à une solidarité globale pour relever ces défis avec ambition et détermination.

Ensemble, par une mobilisation de fonds et une coopération technique accrue, nous pourrions garantir une migration sûre, ordonnée et humaine en préservant la dignité de chaque personne.

Je vous remercie de votre attention.